

Les Infos du G8-G20

Bilan des actions de plaidoyer de la société civile

Septembre 2011

G8-G20 : peut mieux faire pour les plus vulnérables

G8 - appropriation citoyenne : impasse sur les ONG ?

Le « printemps arabe » a bouleversé l'agenda du G8.

L'avenir de la rive sud de la Méditerranée a été au centre de tous les débats. Les membres du Club des 8 ont adopté le Partenariat de Deauville, qui propose de soutenir financièrement la transition démocratique impulsée en Égypte et en Tunisie.

Mais ce partenariat annoncé comme étant de « de dialogue et d'implication des sociétés civiles arabes » questionne pour le moins : aucun des partenaires des membres de Coordination SUD en Egypte et en Tunisie, pourtant présents dans les hauts conseils des révolutions de leurs pays, n'a été consulté sur ces promesses d'appui.

L'aide financière annoncée, pierre angulaire du partenariat de Deauville, est composée pour l'essentiel de prêts.¹ Elle doit être jugée à l'aune des engagements précédents en termes d'aide publique au développement (APD). Les membres du G8 ont en effet reconnu leurs manquements quant aux promesses d'atteindre, d'ici à 2015, 0,7% du revenu national brut pour la financer. Selon l'OCDE, le volume de l'APD aurait ainsi dû croître de 50 milliards de dollars. Or malgré les tentatives de minimiser l'écart, il manque encore 19 milliards en dollars constants.²

Par ailleurs, on note un faible niveau de dialogue en général dans les réunions de préparation et pendant le sommet même. Les ambitions de la présidence française laissaient beaucoup d'espoirs quant à la place de la société civile

dans le processus de réflexion que de consultation. Lors du sommet, aucune interaction significative n'a pu aboutir.

Des questions essentielles peu ou pas abordées

Enfin sur le fond, si des questions essentielles telles que la sécurité nucléaire, le renouvellement du partenariat avec l'Afrique ou encore la santé materno-infantile ont été abordées, les ONG regrettent que d'autres sujets majeurs n'aient pas été évoqués ou traités avec l'attention requise.

En effet Le G8 a consacré peu ou pas de discussions et d'engagements concernant l'éducation, la progression de la faim dans le monde ou encore la liberté et la démocratie au-delà de l'actualité arabe.

Enfin sur le thème de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, à propos de laquelle la coalition AMCP/Coordination SUD souhaitait réaffirmer le rôle des États dans l'encadrement de la responsabilité des entreprises en matière sociale, le G8 s'est contenté de réaffirmer la démarche « volontaire » du secteur privé et aucune réglementation contraignante n'a vu le jour.

La coalition AMCP/Coordination SUD

Pour les G8-G20, Coordination SUD et Action mondiale contre la pauvreté ont réuni leurs forces et constitué une coalition. Elle était présente lors du sommet du G8 avec une vingtaine d'organisations françaises accréditées au centre des médias. Son travail de coordination a permis de parler d'une seule voix durant la préparation et le déroulement de l'événement³.

¹ Voir [la déclaration du G8 sur le printemps arabe](#).

² « Un nouvel élan pour la liberté et la démocratie » ; Déclaration du G8 de Deauville.

³ Voir [le communiqué de presse de Coordination SUD](#) du 27 mai 2011

Le G8/G20 Working Group, réseau international largement ouvert aux acteurs de la société civile, a également délivré ses conclusions dans une déclaration publiée sur le site www.sherpatimes.com.⁴

« A moins que le G8 ne s'engage à également honorer ses engagements financiers existants contre la pauvreté, ses nouvelles promesses en soutien au printemps arabe pourraient s'avérer à moitié vides, comme les précédentes »¹.

Oxfam France

« Tout en saluant la poursuite par le G8 du soutien aux pays en développement en vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015, ATD Quart Monde déplore l'absence de tout engagement à suivre une approche fondée sur les droits humains fondamentaux ».¹

ATD Quart Monde

G20 agricole - les causes de l'instabilité éludées

Si le **G20 Agricole semblait innover** par les thèmes abordés, son bilan s'avère également très décevant. En effet, la déclaration des ministres de l'Agriculture promeut des solutions concernant la sécurité alimentaire qui ne sont ni assez ambitieuses, ni très pertinentes. Le groupe sur la sécurité alimentaire du collectif AMCP/Coordination SUD avait pourtant noué un dialogue constructif et honnête tant avec le ministre des Affaires étrangères et européennes qu'avec avec le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. Une réunion avec les sous-sherpas agricoles s'était tenue en mai pour partager les préoccupations des organisations de solidarité internationale françaises.

La coalition AMCP/Coordination SUD a défendu cinq thèmes essentiels⁵ :

- Inscrire le G20 agricole dans le cadre d'une politique internationale conduite à l'ONU ou sous son égide, notamment au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire.
- Organiser les politiques commerciales et de stockage pour satisfaire en priorité les besoins alimentaires⁶.

⁴ Voir les réactions des organisations internationales : www.sherpatimes.com/

⁵ Voir en détail [les positions défendues par Coordination SUD](#)

⁶ Voir les zones les plus affectées dans le monde par la volatilité des prix des matières premières : [document d'Oxfam France](#).

- Encadrer strictement les marchés agricoles physiques et financiers.
- Mettre fin aux accaparements de terres.
- Soutenir l'agriculture familiale et paysanne et les politiques publiques agricoles.

Au grand dam des ONG, le G20 agricole ne s'est pas attaqué directement aux causes qui génèrent une instabilité croissante sur le prix des matières premières.

La constitution de stocks de régulation défendue par Coordination SUD était une des propositions fortes. Ce mécanisme a été éludé totalement au profit d'une ouverture pour des stocks d'urgence. Cette dernière solution permettrait certes de faire face à une situation de crise, mais n'agit pas de façon systémique sur la volatilité du marché.

Le G20 agricole a aussi avancé sur la nécessité d'assurer la transparence des stocks de matières premières.⁷ Les grandes multinationales de l'agroalimentaire ne sont toutefois pas tenues de dévoiler leurs informations sur le volume des stocks qu'elles détiennent, ce qui limite l'impact des propositions faites en ce sens.

Par ailleurs, sur la question des agro carburants, les ministres du G20 n'ont pas proposé la réglementation de leur production, et aucun mécanisme d'ajustement en cas de crise d'offre alimentaire n'est prévu. Le recours massif aux agro-carburants constitue toujours une menace pour les pays en développement qui ont du mal à sécuriser leur approvisionnement en produits alimentaires.

Vers un renouveau de la concertation ?

En juillet 2011, la coalition AMCP/Coordination SUD a adressé un courrier à M. Sarkozy pour lui exprimer son vif regret quant à l'absence de concertation avec les ONG pendant le sommet, concertation pourtant préparée de longue date. Ce courrier semble avoir porté ses fruits : plusieurs interactions de haut niveau ont été proposées depuis.

⁷ Le système Agricultural Information System (AMIS) encourage les acteurs des marchés agroalimentaires à partager leurs données, pour mieux appréhender la hausse du prix des matières premières. Le système fonctionnera au début avec les pays du G20, et sera ensuite étendu aux grands importateurs et exportateurs de matières premières. [Source](#) : déclaration ministérielle « Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture ».

Notre action pour le G20

Rencontres et sommets officiels	Dates (2011)
G7 - Ministres des Finances	9-10 septembre
G20 - Troisième rencontre du Groupe de travail développement	19 septembre, Paris
G20 Développement	23 septembre
G20 - Ministres des Finances/développement (Directeurs du FMI et de la Banque Mondiale)	23-26 septembre, Washington
G20 - Rencontre des sherpas	29-30 septembre
G20 - Ministres du travail et de l'emploi	25-27 septembre
G20 - Ministres des finances, 3 ^{ème} rencontre	14 et 15 octobre, Paris
Conférence de haut niveau « G20 Développement : des solutions pour un nouveau monde »	21 octobre
G20 - Sommet Travail-syndicats	1 ^{er} novembre
B20 - Sommet des organisations patronales	1-3 novembre
G20 - Sommet	3-4 novembre, Cannes

Mobilisation AMCP/Coordination SUD

Plusieurs temps forts permettront un travail d'influence pour le G20 de Cannes, point d'orgue du plaidoyer sur des thèmes phares pour une plus grande justice mondiale

Dates clés

17 septembre : des représentants internationaux de la société civile rencontrent le représentant français du groupe de travail développement du G20. Si le concept de « socle de protection sociale » progresse, d'autres sujets restent bloqués, telle la notion de directives contraignantes en responsabilité sociale et environnementale pour les investissements dans les pays les moins avancés.

26-27 septembre : pour préparer la réunion ministérielle du G20 «Travail et emploi», Coordination SUD participe activement au plaidoyer pour un « socle de protection sociale »⁸ que la France entend défendre. La CGT et la CFDT, membres de l'AMCP/Coordination SUD, défendent, elles, la promotion des normes internationales du travail de l'OIT par les institutions financières internationales dans leurs politiques de soutien aux pays. Position qui va dans le sens des avis de Coordination SUD.⁹

29 septembre : les organisations de la société civile rencontrent M. Musca, le sherpa français.

30 septembre : la rencontre des sherpas est l'occasion de rencontres en face-à-face avec une trentaine d'organisations de la société civile des pays du G20.

15 octobre : la 3^e rencontre des ministres des Finances va permettre à la société civile de faire valoir ses positions dans ce secteur, notamment sur les thèmes de la taxation des transactions financières et de la lutte contre les paradis fiscaux¹⁰.

Priorités thématiques

La question de la taxe sur les transactions financières (TTF) trouve un écho certain mais contrasté en cette année 2011. Plusieurs pays et régions montrent actuellement leur intérêt : la commission des finances du Brésil a adopté une résolution en ce sens, ainsi qu'une majorité des députés des parlements français, allemands et belges.

Ce volontarisme marque une vraie victoire, puisque les États considèrent désormais cette taxe comme une alternative réalisable et souhaitable. Il faut désormais que ces États, et la France en particulier, prennent leurs responsabilités et constituent, sans attendre le ralliement

⁸ Position pour le soutien à l'emploi et le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation.

⁹ Voir la position de Coordination SUD sur [la RSE et le travail décent](#).

¹⁰ Voir la position de Coordination SUD sur [les paradis fiscaux](#) et sur [la taxe sur les transactions financières](#).

de tous, un groupe pionnier capable d'appliquer cette taxe entre eux.

Pour l'AMCP/Coordination SUD, c'est un enjeu majeur du plaidoyer du G20 : après des discussions avec l'équipe technique de Bercy en charge du dossier, le groupe de plaidoyer TTF est en attente d'un rendez vous avec M. Baroin. Et une conférence sur la faisabilité d'une TTF nationale a été organisée le 14 septembre à l'UNESCO, sous l'égide de Philippe Douste-Blazy (à l'initiative de Unitaid, Unesco, The Life Organization, Stamp out of Poverty, Oxfam France, Coalition Plus et Aides, Coordination SUD).

Une campagne contre les paradis fiscaux, « Aidons l'argent » (www.aidonslargent.org), est menée par un groupe, membre de la coalition AMCP/Coordination SUD. Quelques ONG françaises prévoient d'organiser une conférence sur ce sujet avant le sommet.

Coordination SUD s'est associé aussi au texte de position d'une campagne internationale lancée par Action Contre la Faim sur la sécurité alimentaire à l'intention du G20, baptisée FeedingG20. Cette coalition d'ONG propose un plan en 7 points pour s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Enfin, le travail de plaidoyer se fait avec les partenaires du Forum International des Plateformes (FIP) et du G8/G20 Working Group, qui eux aussi agissent dans leur pays et seront présents durant le G20.

Autres mobilisations

Une coalition d'une quarantaine d'associations, de syndicats et de mouvements sociaux s'est réunie sous le slogan « **Les peuples d'abord, pas la finance** » et organisera la mobilisation du 1^{er} au 4 novembre à Nice. Les activités devraient avoir lieu durant toute la durée du sommet à Nice.

Voir les autres mobilisations sur :

<http://www.mobilisationsg20.org>

<http://feeding20.com/fr>

Positionnement européen sur les taxes sur les transactions financières :

Le Parlement européen a voté une résolution en mars 2011 et la Commission, auparavant réticente sur le sujet, a proposé la mise en place de taxes pour alimenter le budget 2014-2020 de l'Europe, sous réserve d'accord au sein des 27 pays membres.

Le 16 août, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont engagés ensemble sur le sujet. Cette disposition permettrait de générer 54 milliards d'euros en trois ans. Cependant, si cette décision est positive, il faut nuancer sa portée. Les bénéfices générés par cette taxe ne seront pas alloués au développement et au climat comme demandé par Coordination SUD. Et l'unanimité n'est pas encore trouvée au sein des 27 pays de l'Union européenne.

Les partenaires de Coordination SUD :



L'AMCP (Action Mondiale Contre la Pauvreté) regroupe plusieurs dizaines d'associations de solidarité internationale, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, des syndicats et des collectivités territoriales.



Le G8-G20 Working Group est un réseau international de 352 organisations du Nord comme du Sud, dont des groupements d'agriculteurs, des centres de recherche...



La Coalition G8-G20 réunit une trentaine d'organisations, associations, syndicats, mouvements citoyens, pour un juste partage des richesses, d'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs.



Le Forum International des Plateformes nationales d'ONG regroupe 82 plates-formes nationales d'ONG. Espace d'échanges et de coopération pour une vraie diplomatie non gouvernementale internationale.